

PJ N°03 : JUSTIFICATION DES AMENAGEMENTS AUX PRESCRIPTIONS GENERALES

1. AVANT-PROPOS

En application des dispositions de l'article R. 512-52 du code de l'environnement, la société BRAY COMPOST a l'honneur de vous demander de bien vouloir accorder une modification des prescriptions générales applicables à son établissement en ce qui concerne ses ouvrages de prélèvement.

La demande de dérogation est détaillée au point 4 du présent document.

2. IDENTITE DU DEMANDEUR

Raison sociale	BRAY COMPOST
Forme juridique	SARL Société à responsabilité limitée
Adresse	2 route de la Goulée 76 270 Lucy
Téléphone	06 86 91 43 92
N° SIRET	44815794100015
Code APE	Activités de soutien aux cultures (0161Z)

3. CONTEXTE DE L'ETUDE

Basée sur la commune de Lucy, la société BRAY COMPOST fabrique du compost à partir de déchets verts, biodéchets et sédiments résiduels issus d'installation de traitement des eaux usées.

Dans une démarche de mise en conformité à la réglementation en vigueur, la société BRAY COMPOST a fait appel à DEKRA pour l'établissement d'un dossier de demande d'enregistrement au titre de la rubrique 2780-3 – Installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation.

La demande d'enregistrement contient notamment la **PJ n°2**, un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]. Des aménagements concernant les prescriptions générales peuvent être demandés sous forme de dérogations. Ils sont justifiés dans la présente pièce.

4. DEMANDE DE DEROGATION

4.1 DISTANCE D'ELOIGNEMENT

BRAY COMPOST souhaite donc déroger aux prescriptions applicables suivantes :

- ❖ **Arrêté du 20/04/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780**

AM 20/04/12 – Chapitre Ier – Dispositions générales - Article 5 – Implantation

A l'exception de celles qui sont abritées dans un bâtiment fermé, ces différentes aires sont situées à 8 mètres au moins des limites de propriété du site.

Actuellement, la plateforme de compostage est accolée à la limite de propriété du site. Les premières aires se trouvent à 4 m environ de la limite de propriété du côté Ouest. Les 8 m sont respectés au Nord, à l'Est et au Sud de la plateforme.

L'exploitant souhaite limiter au maximum l'imperméabilisation de sa parcelle et optimise ainsi le plus possible l'espace disponible sur la dalle existante. Le respect de la distance d'éloignement de 8 m nécessiterait une imperméabilisation supplémentaire.

L'exploitant peut justifier de la limitation de nuisances olfactives et sonores pouvant être liées à son activité (cf. PJ2). De plus, la limite de propriété côté Ouest donne sur une route peu fréquentée. Cette route est principalement empruntée par des engins agricoles et en particulier ceux de l'exploitation agricole gérée par les associés dirigeant la plateforme de compostage.

Aucune habitation ne se situe à proximité du site. Les premières habitations sont localisées à plus de 500 m.

A noter qu'une extension pourra être envisagée par Bray Compost uniquement dans le cas d'une augmentation significative de la quantité de déchets entrants. Le cas échéant, le respect des distances d'éloignement pourra être envisagé.

4.2 BRUIT ET VIBRATION

BRAY COMPOST souhaite donc déroger aux prescriptions applicables suivantes :

- ❖ **Arrêté du 20/04/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780**

AM 20/04/12 – Chapitre VI Bruit et vibration - Article 55 – Valeurs limites de bruit

IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.

En dehors des campagnes de broyage effectuée une fois tous les deux mois (soit 20 à 25 jours au total sur l'année), le fonctionnement de la plateforme ne génère pas d'émissions sonores.

Depuis la mise en marche de l'installation en 2003 aucune plainte n'a été déposée concernant des nuisances sonores sur le site. De plus les premières habitations se trouvent à plus de 500 mètres de l'installation.

Au regard de ces éléments, l'exploitant souhaite donc déroger à l'obligation de mettre en place une surveillance des émissions sonores et de faire réaliser des mesures de bruit tous les trois ans.

Afin d'appuyer la demande de l'exploitant, la commune a transmis un avis attestant de l'absence de nuisances sonores liées à l'activité.

DEPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME
CANTON DE NEUFCHATEL-EN-BRAY
COMMUNE DE LUCY

ATTESTATION

Je soussignée Florence GROGNIER, agissant en qualité de Maire Adjoint de la commune de Lucy, atteste par la présente, que la société SARL BRAY COMPOST, exploitant une plateforme de compostage depuis 2003, sise au 2 rue de la Goulée à LUCY (76270), ne crée aucune nuisance olfactive ni sonore sur notre commune.

Fait pour servir et valoir ce que de droit,

A Lucy, le 17 août 2022

Le Maire Adjoint

Florence GROGNIER

